

BVGer A-701/2022 vom 30. März 2022

Bundesverwaltungsgericht, 2022-03-30, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bvger_A-701_2022

FR: TAF A-701/2022 du 30 mars 2022

IT: TAF A-701/2022 del 30 marzo 2022

Regeste

Assistance administrative

Volltext

Bundesverwaltungsgericht Tribunal administratif fédéral Tribunale amministrativo federale Tribunal administrativo federal Le TF a refusé d'entrer en matière sur le recours par décision du 06.05.2022 (2C_318/2022) Cour I A-701/2022 Arrêt du 30 mars 2022 Composition Emilia Antonioni Luftensteiner, juge unique, Renaud Rini, greffier. Parties 1. A. _____, 2. B. _____, les deux représentés par leur représentante légale Z. _____, représentée par Maître Philippe Cosich, c/o C. _____, recourants, contre Administration fédérale des contributions AFC, Service d'échange d'informations en matière fiscale SEI, autorité inférieure. Objet Assistance administrative (CDI CH-FR). Vu les décisions finales du 11 janvier 2022 (n° de réf. [...]) par lesquelles l'Administration fédérale des contributions (ci-après : AFC) accorde l'assistance administrative internationale en matière fiscale à l'encontre de feu X. _____, personne concernée par la demande déposée par l'autorité fiscale française du (...), le recours du 9 février 2022 (date du timbre postal) formé contre ces décisions par-devant le Tribunal administratif fédéral (ci-après : le Tribunal ou le TAF) par Maître Philippe Cosich pour les recourants, le courrier du 16 février 2022 par lequel le Tribunal a enjoint Maître Philippe Cosich de lui communiquer une adresse de notification en Suisse, le courriel du 21 février 2022 par lequel Maître Philippe Cosich a communiqué au Tribunal une adresse de notification en Suisse, l'ordonnance du 24 février 2022 par laquelle le TAF a notamment invité la représentante légale des recourants à produire une procuration en faveur de son mandataire, Maître Philippe Cosich, jusqu'au 11 mars 2022, sous peine d'irrecevabilité du recours, l'appel téléphonique du 25 mars 2022 d'un collaborateur de Maître Philippe Cosich informant le Tribunal que l'ordonnance du 24 février 2022 n'avait été reçue que le jour même parce que la personne en Suisse qui devait transmettre le courrier se trouvait à l'étranger, le courriel du 28 mars 2022 par lequel Maître Philippe Cosich a communiqué au Tribunal une procuration en sa faveur délivrée le 25 mars 2022 par Madame Z. _____ pour le compte des recourants, et considérant que, sous réserve des exceptions prévues à l'art. 32 de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal administratif fédéral (LTAF, RS 173.32), non réalisées en l'espèce, le Tribunal connaît, selon l'art. 31 LTAF, des recours contre les décisions au sens de l'art. 5 de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (PA, RS 172.021), prises par les autorités citées à l'art. 33 LTAF, qu'en particulier, les décisions rendues par l'AFC en matière d'assistance administrative peuvent être contestées devant le Tribunal conformément à l'art. 33 let. d LTAF en lien avec l'art. 19 al. 5 de la loi fédérale du 28 septembre 2012 sur l'assistance administrative internationale en matière fiscale (LAAF, RS 651.1), que d'après l'article 23 al. 1 lettre b LTAF, le juge instructeur statue en tant que juge unique sur le refus d'entrer en matière sur des recours manifestement irrecevables, que la procédure devant

l'autorité inférieure est régie par la PA, pour autant que la LAAF n'en dispose autrement (art. 5 al. 1 LAAF), qu'il en va de même en ce qui concerne la présente procédure, sous réserve des dispositions de la LTAF (art. 37 LTAF; art. 5 al. 1 LAAF et 19 al. 5 LAAF), que, selon l'art. 11 PA, si elle ne doit pas agir personnellement, la partie peut, sauf en cas d'urgence de l'enquête officielle, se faire représenter dans toutes les phases de la procédure (al. 1) et que l'autorité peut exiger du mandataire qu'il justifie de ses pouvoirs par une procuration écrite (al. 2), que l'autorité qui impartit un délai signale en même temps les conséquences de l'inobservation de celui-ci : en cas d'inobservation, seules ces conséquences entrent en ligne de compte (art. 23 PA), que celui qui, pendant une procédure pendante, s'éloigne pour une longue période du lieu de l'adresse de notification communiqué aux autorités, sans veiller à la réexpédition de la correspondance parvenue à l'adresse indiquée et sans informer l'autorité de l'endroit où il peut désormais être atteint, respectivement sans charger un représentant d'agir pour lui si nécessaire pendant son absence, ne peut se prévaloir de son absence à l'occasion d'une tentative de notification à son adresse habituelle quand la notification d'un acte de l'autorité peut être attendue avec une certaine probabilité (Patricia Egli, Praxiskommentar Verwaltungsverfahrensgesetz, 2e éd., 2016, n°28 ad art 24 PA), que, par ordonnance du 24 février 2022, la représentante légale des recourants a été invitée à produire une procuration écrite (art. 11 PA), sous peine d'irrecevabilité du recours, que, dans le délai imparti, le recours n'a pas été régularisé et que la procuration requise n'a pas été produite, qu'en conséquence, le recours doit être déclaré irrecevable (cf. arrêt du Tribunal fédéral 2C_545/2021 du 10 août 2021 consid. 2.2), que la remise tardive d'une procuration pour cause d'absence de la personne chargée de la réexpédition de la correspondance parvenue à l'adresse de notification n'est pas apte à modifier le constat précédent, que les frais de procédure peuvent être remis totalement ou partiellement, lorsque pour des motifs ayant trait au litige ou à la partie en cause, il ne paraît pas équitable de mettre les frais de procédure à la charge de celle-ci (art. 6 let. b du Règlement du 21 février 2008 concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral [FITAF, RS 173.320.2]), que le Tribunal renonce en l'espèce à percevoir des frais, que vu l'issue de la procédure, il n'y en outre a pas lieu d'allouer des dépens (cf. art. 64 al. 1 PA a contrario et art. 7 FITAF), que la présente décision rendue dans le domaine de l'assistance administrative internationale en matière fiscale peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public auprès du Tribunal fédéral (art. 83 let. h de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral [LTF, RS 173.110]). Le délai de recours est de dix jours (art. 100 al. 2 let. b LTF). Le recours n'est recevable que lorsqu'une question juridique de principe se pose ou qu'il s'agit pour d'autres motifs d'un cas particulièrement important au sens de l'article 84 al. 2 LTF (art. 84a LTF). Le Tribunal fédéral est seul habilité à décider du respect de ces conditions, le Tribunal administratif fédéral prononce :

1. Le recours est irrecevable.
2. Il n'est pas perçu de frais de procédure.
3. Il n'est pas alloué de dépens.
4. Le présent arrêt est adressé aux recourants par publication dans la Feuille fédérale, à leur représentant et à l'autorité inférieure. L'indication des voies de droit se trouve à la page suivante. La présidente du collège : Le greffier : Emilia Antonioni Luftensteiner Renaud Rini

Indication des voies de droit : La présente décision, qui concerne un cas d'assistance administrative internationale en matière fiscale, peut être attaquée devant le Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14, par la voie du recours en matière de droit public, dans les dix jours qui suivent la notification. Le recours n'est recevable que lorsqu'une question juridique de principe se pose ou qu'il s'agit pour d'autres motifs d'un cas particulièrement important au sens de l'art. 84 al. 2 LTF (art. 82, art. 83 let. h, art. 84a, art.

90 ss et art. 100 al. 2 let. b LTF). Ce délai est réputé observé si les mémoires sont remis au plus tard le dernier jour du délai, soit au Tribunal fédéral soit, à l'attention de ce dernier, à La Poste Suisse ou à une représentation diplomatique ou consulaire suisse (art. 48 al. 1 LTF). Le mémoire de recours doit exposer en quoi l'affaire remplit la condition exigée. En outre, le mémoire doit être rédigé dans une langue officielle et doit indiquer les conclusions, les motifs et les moyens de preuve, et être signé. La décision attaquée et les moyens de preuve doivent être joints au mémoire, pour autant qu'ils soient entre les mains de la partie recourante (art. 42 LTF). Expédition : Le présent arrêt est adressé : - aux recourants (par publication dans la Feuille fédérale) - au représentant des recourants (Acte judiciaire) - à l'autorité inférieure (n° de réf. [...] ; Acte judiciaire)

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.